

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Le criblage EES a conclu que aucune autre action n'était requise.

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'insertion professionnelle des jeunes femmes est un objectif significatif de l'action.

L'analyse genre montre qu'il y a des domaines de travail qui ne sont pas facilement accessibles pour les femmes pour des raisons des normes sociales, notamment dans les secteurs porteurs à Djibouti comme le transport-logistique-portuaire. L'action vise à améliorer l'accès des femmes aux formations professionnelles et emplois dans les secteurs visés par l'action, même si les secteurs ne sont pas traditionnellement « féminins », en remettant en cause et en déconstruisant les normes sociales qui empêchent les femmes de s'y insérer, et en mettant avant des données montrant les avantages (économiques) pour les entreprises du secteur privé d'employer des femmes, par exemple comme chauffeurs de camions et gros engins.

#### **Droits de l'homme**

Acquérir des compétences grâce à la formation permet aux jeunes d'être confiants et habilités à revendiquer leurs droits (le droit à un travail décent, à un emploi et à une rémunération équitable) pour gagner un revenu et atteindre une certaine autonomie financière afin de promouvoir la cohésion sociale et le développement communautaire. Les opportunités de formation pour les jeunes (garçons et filles), y compris les jeunes handicapés, pour avoir la possibilité d'entrer sur le marché du travail et de contribuer économiquement à leurs familles et communautés.

Le dialogue sur les politiques dans le cadre de concertation publique-privé sur l'insertion professionnelle va, entre autres, porter sur l'emploi inclusif ainsi que l'emploi décent pour permettre promouvoir des conditions de travail décent respectant les conventions internationales du travail.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique qu'aucune action ou activité ciblée spécifique n'est prévue dans ce domaine. Cependant, le projet veille toujours à inclure les personnes handicapées, ou toute autre personne handicapée nécessitant une attention particulière, dans l'identification des bénéficiaires et dans la mise en œuvre des activités,

Le dialogue sur les politiques dans le cadre de concertation publique-privé sur l'insertion professionnelle va, entre autres, porter sur l'emploi inclusif pour permettre une inclusion plus grande pour les personnes vivant avec un handicap sur le marché du travail.

#### **Démocratie**

L'accès aux droits sociaux des jeunes (éducation, formation, emplois) participe à leur émancipation, leur permettant de développer leur confiance en eux, d'exercer leur participation sociale et citoyenne.